



HAL
open science

Eviter le chaos : le renseignement privé, entre solution et controverse

Nicolas Le Saux

► **To cite this version:**

Nicolas Le Saux. Eviter le chaos : le renseignement privé, entre solution et controverse. Revue Lexsociété, 2024, Revue LexSociété. hal-04548474

HAL Id: hal-04548474

<https://hal.science/hal-04548474>

Submitted on 17 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License



Eviter le chaos : le renseignement privé, entre solution et controverse

in S. JOUNIOT & X. LATOUR, La gestion des flux des personnes, un enjeu de sécurité, Faculté de droit, d'économie et des gestion, Université Paris Cité, 2024

NICOLAS LE SAUX

Docteur en droit

Chercheur associé au CERDACFF (Université de Nice)

Doctorant en sciences de gestion – ESDR₃C (Le CNAM)

Résumé : L'article met en lumière la valeur stratégique du renseignement privé dans la sécurité des grands événements comme les Jeux Olympiques, soulignant son rôle complémentaire au renseignement public. Il aborde les implications économiques et les défis juridiques, notamment l'absence d'une réglementation spécifique en France. Une proposition clé est la reconnaissance potentielle des agences de renseignement privées comme opérateurs d'importance vitale (OIV), soulignant la nécessité d'une régulation adéquate et d'une collaboration intersectorielle. En conclusion, l'article balance les bénéfices du renseignement privé avec l'importance cruciale d'une gestion éthique et transparente.

Abstract : *The article highlights the strategic value of private intelligence in securing major events such as the Olympics, emphasizing its complementary role to public intelligence. It discusses economic implications and legal challenges, particularly the lack of specific regulation in France. A key proposal is the potential recognition of private intelligence agencies as Operators of Vital Importance (OIV), underscoring the need for adequate regulation and cross-sector collaboration. In conclusion, the article balances the benefits of private intelligence with the critical importance of ethical and transparent management.*

Introduction

Dans un monde de plus en plus complexe et interconnecté, où des événements aux enjeux sécuritaires majeurs attirent l'attention du public, le rôle du renseignement privé devient un sujet de débat aussi crucial qu'incontournable. « Éviter le chaos : Le renseignement privé, entre solution et controverse » explore cette dualité, en examinant comment le renseignement privé s'intègre et influence la gestion des grands événements, tout en soulevant des questions éthiques et juridiques significatives.

La première partie de ce travail se consacre aux fondements et enjeux du renseignement privé (1.). Nous commençons par définir ce qu'est le renseignement privé, en le distinguant clairement de son homologue public. Il est essentiel de comprendre la nature et la portée de ce type de renseignement, qui s'étend au-delà des simples opérations de collecte d'informations, englobant l'analyse, la prévision et l'intervention stratégique dans des contextes variés. Cette section aborde également les implications économiques et sécuritaires du renseignement privé, notamment son impact sur la planification et la mise en œuvre des grands événements, des concerts aux conférences internationales, en passant par les manifestations sportives d'envergure. Nous analyserons comment le renseignement privé peut non seulement améliorer la sécurité et l'efficacité de ces événements mais aussi engendrer des bénéfices économiques significatifs.

La seconde partie (2.) se penche sur le cadre juridique et les stratégies d'application du renseignement privé. Dans un domaine où la ligne entre le renseignement légal et les actions intrusives peut être floue, il est crucial d'explorer les cadres juridiques qui régissent ces activités. Nous discuterons des responsabilités légales et éthiques des prestataires de renseignement privé, ainsi que des défis que pose leur réglementation. De plus, cette section explore les stratégies pratiques pour l'intégration du renseignement privé dans la gestion des grands événements, en soulignant comment une telle intégration peut aider à prévenir ou répondre à des situations de crise...

À travers ce travail, lié à la préparation des Jeux Olympiques et

Paralympiques de Paris, nous cherchons à éclairer le lecteur sur l'importance croissante du renseignement privé, tout en reconnaissant et en analysant les débats et les controverses qu'il suscite. Notre objectif est de fournir une perspective équilibrée qui reconnaît les contributions positives du renseignement privé, tout en restant attentif aux risques et aux implications éthiques qu'il entraîne.

I. Fondements et enjeux du renseignement privé

Le renseignement est un outil puissant entre les mains des États, offrant une perspective unique sur les menaces intérieures et extérieures.

I.I. Définition et portée du renseignement privé

Dans le contexte de grands événements tels que les Jeux Olympiques, distinguer les services de renseignement privés des services publics est essentiel. Les services publics se concentrent sur la sécurité nationale et la prévention des menaces à grande échelle, tandis que les services privés offrent des solutions spécifiques, notamment la surveillance des foules et la protection des personnes importantes. Cette complémentarité assure une couverture sécuritaire globale, combinant la vision stratégique des services publics avec l'agilité opérationnelle des prestataires privés pour une gestion efficace des risques lors de ces événements majeurs.

I.I.I. Explication de ce qu'est le renseignement privé, sa nature et sa portée

Face à un environnement opérationnel mondial incertain, les entreprises investissent de plus en plus dans des équipes de renseignement, témoignant de la naissance d'une communauté transnationale de renseignement du secteur privé. Selon Maria A. Robson Morrow de la Harvard Kennedy School, ce nouveau domaine du « renseignement du secteur privé » ne concerne pas les contractants militaires privés ou l'espionnage, mais se focalise plutôt sur l'utilisation légale et transparente de sources ouvertes pour évaluer les risques géopolitiques, de sécurité physique et parfois de

cybersécurité¹.

Joe Connell, ancien président de l'Association of Security Consultants, souligne que « la gestion du renseignement, autrefois presque exclusivement le domaine des agences de sécurité étatiques, est désormais fermement ancrée dans le secteur corporatif² ». Cette transition montre que le renseignement privé s'oriente vers la collecte et l'analyse d'informations pour des applications spécifiques au secteur privé, offrant une perspective nouvelle sur la sécurité et la prise de décision stratégique.

En France, une distinction claire entre le renseignement privé et l'intelligence économique (IE) peut être complexe, cette dernière expression étant parfois utilisée pour désigner des pratiques qui relèvent plutôt du renseignement. Alors que l'IE est une discipline académique formalisée par Philippe Baumard³, visant à optimiser la compétitivité et la stratégie économique par la collecte et l'analyse proactive d'informations, le renseignement privé englobe une gamme plus large d'activités. Celles-ci peuvent inclure la surveillance et l'investigation pour protéger des intérêts spécifiques, sans nécessairement se limiter à l'aspect économique. Le terme d'IE peut être détourné pour justifier des activités de renseignement ou d'ingérence privées, parfois menées de manière illégale, confondant ainsi son objectif initial de soutien stratégique transparent et légal à l'entreprise.

Le renseignement du secteur privé s'étend au-delà des mesures de sécurité traditionnelles, jouant un rôle clé dans la prise de décisions stratégiques pour les entreprises. Par exemple, une société énergétique envisageant de se développer au Nigeria utiliserait des évaluations de renseignement pour naviguer à travers des risques tels que la corruption, les enlèvements, ou les menaces de Boko Haram. Ces évaluations aident à identifier l'instabilité politique et les risques de réputation avant tout investissement. Comme le souligne Julie Nel, principale de B4Secure, « L'utilisation de produits de

¹ MARIA ROBSON-MORROW, "Private sector intelligence: on the long path of professionalization." *Intelligence and National Security*, (March 20, 2022).

² JOE CONNELL, "The Increasing Use of Intelligence in Security," *City Security Magazine*, January 23, 2023, <https://citysecuritymagazine.com>.

³ PHILIPPE BAUMARD, *Stratégie et surveillance des environnements concurrentiels*. Paris: Masson, 2000, page 169.

renseignement sur les menaces tels que le balayage environnemental est inestimable pour les entreprises⁴ ».

Un autre exemple pertinent de l'application du renseignement du secteur privé concerne la gestion des flux de personnes lors de grands événements sportifs ou culturels. Prenons l'exemple de la Coupe du Monde de football. Les équipes de renseignement privées jouent un rôle crucial dans la prévision et la gestion des mouvements de foules massives, en évaluant les risques potentiels liés à la sécurité, comme les mouvements de foule, les actes de violence ou les menaces terroristes. En amont de l'événement, ces équipes analysent des données provenant de diverses sources pour prédire les zones à haut risque et développer des stratégies de gestion des foules efficaces. Cette approche proactive permet non seulement d'assurer la sécurité des participants, mais aussi de maintenir l'ordre public et de prévenir les incidents.

Cet aspect du renseignement du secteur privé est devenu indispensable pour les organisateurs d'événements d'envergure internationale, qui doivent assurer la sécurité tout en offrant une expérience positive aux spectateurs. En intégrant des analyses de renseignement détaillées, les entreprises et les organisations peuvent ainsi mieux anticiper et gérer les défis complexes associés à de tels événements. Comme l'indique le rapport de David Anderson KC sur les attentats de Londres et de Manchester en 2017, « il existe un nouvel engagement du MI5 à permettre que les connaissances tirées du renseignement soient partagées plus largement au-delà des cercles du renseignement⁵ » ce qui souligne l'importance croissante de la collaboration entre les secteurs public et privé dans le domaine du renseignement.

⁴ *Ibid.*

⁵ DAVID ANDERSON, Q.C. 2017. *Attacks in London and Manchester March-June 2017: Independent Assessment of MI5 and Police Internal Reviews*. December 2017. Unclassified. Commissioned by the Home Secretary, United Kingdom.

1.1.2. Distinction entre les services de renseignement privés et publics

La distinction entre les services de renseignement privés et publics est particulièrement pertinente dans le contexte de grands événements comme les Jeux Olympiques, qui constituent des plates-formes mondiales pour des enjeux de sécurité complexes et multi- dimensionnels.

1. Services de renseignement publics

Les services de renseignement publics opèrent sous l'égide des gouvernements et sont principalement axés sur la sécurité nationale, la défense et la protection des intérêts étatiques. Dans le cadre de grands événements comme les Jeux Olympiques, ces services s'engagent à assurer la sécurité globale, à prévenir les menaces terroristes, les activités criminelles et à surveiller les risques potentiels pour l'ordre public et la sécurité des citoyens. Leur approche est largement stratégique et se concentre sur des aspects tels que la surveillance des communications, le renseignement géopolitique, et la coopération internationale en matière de renseignement et de sécurité. Joe Connell souligne l'importance de cette approche en déclarant que « l'expertise est requise dans toutes ces compétences de gestion du renseignement » ce qui est essentiel pour interpréter et analyser l'information dans un contexte de sécurité nationale.

2. Services de renseignement privés

En revanche, les services de renseignement privés sont des entités commerciales qui offrent des services de renseignement adaptés aux besoins spécifiques de leurs clients. Dans le cadre de grands événements comme les Jeux Olympiques, ces services peuvent inclure la surveillance des foules, l'analyse de menaces spécifiques à l'événement, la protection des VIP, et même des services de renseignement cybernétique. Contrairement aux services publics, le renseignement privé opère avec une plus grande flexibilité et une capacité à s'adapter rapidement aux besoins changeants de l'organisation de l'événement ou des participants. Cette flexibilité et cette capacité d'adaptation sont mises en avant par Julie Nel de B4Secure, qui conseille sur « l'utilisation de produits de renseignement sur les menaces tels

que le balayage environnemental » soulignant l'importance de l'analyse prédictive pour les décisions stratégiques.

3. Complémentarité et collaboration

Il est important de noter que, dans la pratique, les services de renseignement publics et privés ne fonctionnent pas toujours de manière isolée, surtout dans le cadre de grands événements. Une collaboration ou une complémentarité peut s'établir entre ces deux entités pour renforcer la sécurité globale de l'événement. Alors que les services publics peuvent se concentrer sur des menaces plus larges et plus stratégiques, les services privés peuvent compléter ces efforts en se concentrant sur des aspects plus opérationnels et spécifiques à l'événement. Cette synergie est illustrée par l'initiative de l'application 'Protect App', développée en partenariat public-privé, offrant un exemple de partage d'informations de renseignement entre l'État et le secteur privé⁶.

En somme, la distinction entre les services de renseignement publics et privés réside dans leur portée opérationnelle, leurs objectifs et leurs méthodes. Dans le contexte des grands événements tels que les Jeux Olympiques, cette distinction souligne l'importance d'une approche de sécurité intégrée et multidimensionnelle, où les deux types de services jouent des rôles complémentaires pour assurer une expérience sûre et sécurisée pour tous les participants. Ce concept d'une approche intégrée est essentiel pour la gestion efficace des menaces complexes et variées dans des événements de grande envergure.

1.2. Enjeux économiques et sécuritaires

Cette section se concentre sur la dualité des implications économiques et sécuritaires du renseignement privé. Nous aborderons d'abord l'impact économique substantiel de l'externalisation du renseignement, révélant sa transformation en un secteur industriel majeur. Puis, nous étudierons la portée stratégique du renseignement privé dans la sécurité nationale et la gestion de risques opérationnels, soulignant son rôle crucial dans des cadres

⁶ CONNELL, "Increasing Use of Intelligence."

tels que les Jeux Olympiques. Cette analyse juridique vise à décrypter les dimensions complexes et entrelacées du renseignement privé dans le paysage économique et sécuritaire contemporain.

1.2.1. Analyse de l'impact économique du renseignement privé

La tendance croissante à l'externalisation des services de renseignement aux États-Unis a entraîné une augmentation substantielle de la taille du secteur du renseignement privé. D'après des sources telles que le New York Times, environ 70 % du budget du renseignement américain est alloué à des contractants privés, ce qui représente une industrie de plusieurs milliards de dollars⁷. En 2023, le budget du renseignement américain était de 99,6 milliards de dollars⁸, faisant du renseignement privé une industrie de 70 milliards de dollars par an.

L'utilisation de renseignement privé dans la gestion de grands événements, comme les Jeux Olympiques, est une illustration concrète de l'application de ces services dans un contexte non militaire. Les prestataires privés sont souvent engagés pour gérer des aspects de sécurité complexes, notamment la surveillance, l'analyse des risques spécifiques à l'événement et la protection des VIP. Ces services jouent un rôle crucial dans la prévision et la gestion des mouvements de foules massives, évaluant les risques potentiels liés à la sécurité, comme les mouvements de foule, les actes de violence ou les menaces terroristes.

La complémentarité entre les services de renseignement publics et privés est particulièrement manifeste dans ces contextes. Alors que les services publics peuvent se concentrer sur les menaces plus larges et stratégiques, les services privés peuvent se spécialiser dans des aspects plus opérationnels et spécifiques à l'événement. Cette collaboration entre différents types de services de renseignement permet une gestion plus efficace et nuancée des risques liés à de tels événements d'envergure internationale.

⁷ SCOTT SHANE. "New Leaked Document Outlines U.S. Spending on Intelligence Agencies". The New York Times, 29th August 2013, sect. U.S.

⁸ Office of the Director of National Intelligence, www.dni.gov/index.php/what-we-do/ic-budget

La privatisation et l'externalisation du renseignement, tout en offrant flexibilité et expertise spécialisée, soulèvent des enjeux importants en termes de gouvernance, de contrôle et de sécurité. Cette tendance, mise en évidence par l'exemple américain, interpelle sur l'importance d'une régulation adéquate et d'une collaboration efficace entre les secteurs public et privé, notamment dans la gestion des grands événements internationaux.

I.2.2. Importance du renseignement privé pour la sécurité

En France, la notion de veille stratégique, ou *strategic vigilance*, est utilisée pour désigner l'analyse et la surveillance des acteurs, de leurs réseaux d'influence et des stratégies des concurrents. Les services de renseignement d'État se sont renforcés dans les domaines de la défense des intérêts économiques, financiers et commerciaux, tandis que les grandes entreprises ont commencé à intégrer cet avantage concurrentiel en embauchant des consultants spécialisés en renseignement. Les services de renseignement privés offrent un avantage stratégique et sont souvent utilisés par les entreprises pour des missions spécifiques, comme la préparation à un contrat important ou une grande acquisition.

Le renseignement privé est devenu un élément crucial dans la stratégie de sécurité des États, y compris dans des pays régaliens comme la France. Il offre une flexibilité et une capacité d'adaptation rapide aux besoins changeants, tout en complétant les services de renseignement traditionnels pour une sécurité globale efficace lors de grands événements. Cela soulève également des questions de sécurité, d'éthique et de contrôle. La clé réside dans la capacité à équilibrer efficacement les avantages et les risques, tout en assurant une collaboration appropriée entre les secteurs privé et public.

2. Cadre juridique et stratégies d'application

2.I. Réglementations et responsabilités légales

2.I.I. Présentation du cadre juridique régissant le renseignement privé

En l'absence d'un cadre juridique spécifiquement dédié au renseignement privé en France, il est pertinent d'analyser l'activité de recherche privée, telle que définie dans le Titre II du Livre VI du Code de la sécurité intérieure, pour comprendre les réglementations applicables. Ce cadre peut être considéré comme quasi identique ou du moins fortement analogique au renseignement privé. Voici les points clés de cette législation, remis dans le contexte juridique approprié :

1. Définition de l'Activité (Article L622-1) : La profession de recherche privée, similaire dans sa nature au renseignement privé, est définie comme la collecte d'informations destinées à des tiers pour la défense de leurs intérêts, pouvant être réalisée de manière discrète.
2. Conditions d'Autorisation (Article L622-2) : L'exercice de cette activité requiert une déclaration formelle de création d'activité, ainsi qu'un établissement dans un État membre de l'UE ou de l'Espace économique européen. Ces conditions garantissent une conformité réglementaire essentielle.
3. Exclusivité et Spécialisation (Article L622-3) : Les professionnels ne peuvent pas cumuler cette activité avec d'autres professions réglementées, assurant une spécialisation et une déontologie appropriées.
4. Identification Claire (Article L622-4) : Les entités exerçant la recherche privée doivent clairement s'identifier comme des organisations de droit privé, évitant toute confusion avec des services publics.
5. Restrictions pour les Anciens Fonctionnaires (Article L622-5) : Des mesures spécifiques sont prévues pour les anciens fonctionnaires de police ou de gendarmerie souhaitant exercer dans ce domaine, nécessitant une autorisation préalable.
6. Obligation d'Assurance (Article L622-6) : La souscription à une

assurance responsabilité professionnelle est exigée, soulignant l'importance de la couverture des risques liés à l'exercice de l'activité.

7. Nécessité d'un Agrément (Article L622-7 et L622-8) : L'obtention d'un agrément délivré par le directeur du Conseil national des activités privées de sécurité est obligatoire, avec des critères stricts concernant la nationalité, l'intégrité judiciaire, et la conformité professionnelle.

8. Conditions de Retrait d'Agrément (Article L622-12) : L'agrément peut être retiré si les conditions requises ne sont plus remplies, assurant ainsi une régulation constante de la profession.

9. Refus et Retrait d'Autorisation (Articles L622-14 et L622-15) : L'autorisation d'exercer peut être refusée ou retirée en cas de risque pour l'ordre public, de non-conformité avec les dispositions légales, ou si l'activité menace la sécurité publique ou les intérêts fondamentaux de la Nation.

Cette approche législative, bien que spécifique à la recherche privée, offre un cadre de référence utile pour envisager la régulation du renseignement privé, compte tenu de la similitude de leurs activités et objectifs. Elle illustre le souci d'éthique, de transparence et de conformité qui serait également essentiel dans le domaine du renseignement privé.

2.1.2. Discussion sur les responsabilités légales et éthiques des prestataires de renseignement privé

Certaines dérives du renseignement privé en France illustrent les risques associés à l'absence de normes éthiques et d'un cadre légal adéquat. Le cas d'Ikea, jugé en 2021, met en lumière les conséquences néfastes d'activités de renseignement mal gérées.

Ainsi, Ikea met dès 2010 un système d'espionnage institutionnalisé en place pour lutter contre la fraude. Cependant, cela a conduit à une violation flagrante de la vie privée des clients et des employés et abouti à des poursuites judiciaires. Cette situation met en évidence la nécessité d'une gouvernance et d'une surveillance appropriées des activités de renseignement privé.

L'affaire Renault en 2009 a également démontré les conséquences d'une mauvaise gestion des activités de renseignement. Après de fausses

accusations d'espionnage industriel contre des cadres, une enquête est menée, mettant en lumière la légèreté et le manque de rigueur dans l'enquête interne de contre-espionnage. Les recommandations issues de cette enquête, dirigée par des experts reconnus comme Alain Juillet, Alain Bauer et Éric Delbecq, ont conduit à la mise en place d'une gouvernance spécifique de la sécurité au sein de Renault. Cette nouvelle gouvernance visait à assurer que les activités de renseignement, notamment de contre-ingérence, soient conduites dans le strict respect des lois et des règles éthiques.

La société Forward, précédemment connue sous le nom d'Avisa Partners, est une entreprise française spécialisée dans ce qu'elle décrit comme l'intelligence économique. Elle a été fortement critiquée pour avoir mené des opérations de renseignement privé et de contre-espionnage non régulées, compromettant ainsi les intérêts nationaux et internationaux de la France. L'expansion agressive de Forward, caractérisée par des acquisitions controversées et des pratiques douteuses telles que l'influence clandestine en ligne, a attiré l'attention négative des autorités françaises, y compris la DGSE et la DGSI, en 2023⁹. Avant cette fusion, iStrat, une composante d'Avisa, avait été impliquée dans les controverses médiatiques désignées sous le nom de « Uber Files ». Révélées en grande partie en 2021, ces controverses portaient sur des accusations selon lesquelles iStrat aurait pris part à des stratégies de lobbying et de manipulation d'informations au profit de clients importants, y compris Uber¹⁰. Cette série de révélations a culminé dans un rebranding de l'entreprise et la cessation de ses activités les plus controversées dans un effort de conformité aux normes éthiques et légales et de réhabilitation de sa réputation. Cet épisode met en lumière les risques liés à des activités de renseignement privé non régulées, exposant les dangers de conflits d'intérêts et les implications pour la sécurité nationale en l'absence d'une supervision adéquate.

En Grande-Bretagne, l'ancien procureur anti-corruption Aaron Sayne a déclaré que le renseignement privé est « *une industrie largement non documentée et ayant des normes éthiques très flexibles* », car les agences

⁹ AMAELLE GUITON, WILLY LE DEVIN, et LAURENT LEGER. "Avisa Quand le poids lourd de l'intelligence économique crispait les services secrets." *Libération*, 14 juillet 2023, 10-13.

¹⁰

recueillent et utilisent des informations sensibles "dans un but précis un jour et pour un but complètement contradictoire le lendemain"¹¹ ».

L'encadrement défini par le Titre II du Livre VI du Code de la sécurité intérieure illustre le souci d'éthique, de transparence et de conformité qui serait également essentiel dans le domaine du renseignement privé.

1. Responsabilités légales Les prestataires de renseignement privé, opérant dans un cadre similaire à celui de la recherche privée, doivent se conformer à des normes légales strictes. Cela inclut la nécessité d'obtenir un agrément, de souscrire à une assurance responsabilité professionnelle et de respecter les restrictions spécifiques liées à l'ancien emploi dans la fonction publique. Ces mesures visent à garantir que les professionnels possèdent les compétences, l'intégrité et la responsabilité nécessaires pour mener à bien leurs activités.

2. Responsabilités éthiques Au-delà des exigences légales, les prestataires de renseignement privé doivent adhérer à des normes éthiques élevées. Cela comprend le respect de la confidentialité des informations recueillies, l'utilisation éthique des données et le respect des droits fondamentaux des individus. La collecte d'informations doit être réalisée de manière responsable, en évitant toute forme d'abus ou d'exploitation des données.

3. Transparence et conformité La transparence est un autre pilier essentiel. Les prestataires doivent clairement divulguer leurs méthodes de collecte d'informations et les finalités de leur travail. Cela est crucial pour maintenir la confiance du public et éviter toute confusion ou malentendu quant à la nature de leur activité. Ils doivent également se conformer aux législations nationales et internationales pertinentes, notamment en matière de protection des données et de vie privée.

4. Contrôle et régulation Les dérives observées dans les cas cités montrent que le non-respect de ces principes peut entraîner des

¹¹ TOM BURGIS, "Trump Dossier Throws Light on Murky World of Private Intelligence," *Financial Times*, January 13, 2017, www.ft.com.

conséquences désastreuses, non seulement sur le plan juridique, mais aussi en termes de réputation et de relations avec les parties prenantes. L'agrément et la surveillance continue des activités de renseignement privé par des autorités compétentes garantissent que ces services sont utilisés de manière appropriée et ne nuisent pas à l'ordre public ou à la sécurité nationale.

Il est donc crucial que les entreprises mettent en place des mécanismes de gouvernance efficaces pour superviser ces activités, en s'assurant que les opérations de renseignement sont menées de manière légale, éthique et transparente.

Le recrutement par de grandes entreprises françaises d'anciens hauts dirigeants du renseignement illustre l'intérêt croissant pour les compétences spécifiques au renseignement. Ces sociétés valorisent davantage l'expérience accumulée dans le renseignement que dans la sécurité traditionnelle, suggérant une préférence pour une gestion des risques et de l'information plus stratégique et sophistiquée. Cependant, cette tendance n'est pas sans risques. L'affaire du Médiateur en est un exemple éloquent : un grand laboratoire pharmaceutique a détourné l'activité de renseignement privé pour influencer et manipuler des informations à son avantage. Cette utilisation inappropriée du renseignement privé a révélé les dangers potentiels d'un usage malveillant ou éthiquement douteux, capable de masquer des vérités dérangeantes ou d'influencer indûment les décideurs et l'opinion publique.

Ces exemples mettent en lumière la complexité et les défis éthiques liés au renseignement privé dans le milieu des affaires. D'une part, l'expertise des anciens dirigeants du renseignement peut offrir des avantages stratégiques significatifs en termes de gestion des informations et des risques. D'autre part, ils révèlent la nécessité absolue de garde-fous éthiques et légaux pour éviter les abus et garantir que le renseignement privé soit utilisé à des fins légitimes et respectueuses.

Cependant, il est également essentiel de reconnaître que le renseignement privé constitue une nécessité pour défendre les intérêts économiques des entreprises françaises face à l'espionnage industriel, qu'il soit d'origine privée ou étatique. Cette protection des intérêts économiques justifie une

utilisation mesurée et réglementée du renseignement privé, en veillant à ce que son emploi ne transgresse pas les normes éthiques et légales établies.

2.2. Mise en œuvre et gestion des risques

À l'échelle mondiale, la mise en œuvre et la gestion des risques par le renseignement privé représentent un défi de taille, nécessitant des stratégies adaptées et innovantes. Dans un monde où les menaces de sécurité évoluent rapidement, les agences de renseignement privées doivent s'adapter et répondre efficacement pour protéger les intérêts nationaux et internationaux. Cette section se penche sur les méthodes pour une intégration réussie du renseignement privé dans des contextes variés, allant de la surveillance des foules lors d'événements d'envergure à la prévention des crises de sécurité.

2.2.1. Stratégies pour une intégration réussie du renseignement privé dans la planification et la conduite de grands événements

L'intégration efficace du renseignement privé dans la gestion de grands événements sportifs nécessite des stratégies ciblées et adaptatives. Ces stratégies s'appuient sur des exemples concrets tirés de l'expérience passée dans la gestion d'événements d'envergure.

Analyse des risques en amont : À l'instar des Jeux Olympiques, où la sécurité est une priorité absolue, les agences de renseignement privées procèdent à une évaluation exhaustive des risques potentiels - menaces terroristes, mouvements de foule, ou actes criminels. L'exemple de la Coupe du Monde de football illustre bien cette approche, où le renseignement privé est utilisé pour anticiper et gérer les mouvements de foule, en identifiant les zones à risque et en développant des stratégies préventives. En droit français et européen, la collecte et l'analyse des données par les agences privées doivent respecter strictement le RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données) et la loi Informatique et Libertés. Cela implique l'obligation de minimiser les données collectées et de garantir leur confidentialité.

Surveillance et protection des VIP : Les agences jouent un rôle clé dans la surveillance et la protection des personnalités importantes présentes lors de

ces événements. Elles utilisent des méthodes avancées de collecte d'informations pour garantir la sécurité des VIP, en coordination avec les services de sécurité publics. La surveillance des individus par des moyens technologiques soulève des questions de respect de la vie privée. En droit français, l'utilisation de dispositifs de surveillance doit être proportionnée et justifiée par un besoin de sécurité. Au niveau européen, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne protège également le droit à la vie privée et au respect des données personnelles.

Collaboration avec les autorités locales : Une coopération étroite avec les autorités locales et les organisateurs d'événements est cruciale. Par exemple, lors des événements sportifs internationaux, les agences de renseignement privées travaillent en tandem avec les forces de l'ordre locales pour une couverture de sécurité complète, partageant les renseignements et les analyses de risques. Cette collaboration doit se conformer aux principes de légalité et de proportionnalité. En droit français, toute intervention en matière de sécurité doit être encadrée légalement. Au niveau européen, la directive NIS (Network and Information Systems) encadre la coopération entre les secteurs privé et public pour la gestion des risques liés à la sécurité des réseaux et des systèmes d'information.

Technologies avancées et réponse aux crises : L'utilisation de technologies de pointe, comme la surveillance par caméra et l'analyse des données en temps réel, permet une réponse rapide en cas de crise. Lors des manifestations sportives, ces technologies aident à surveiller les foules et à intervenir rapidement en cas de situation d'urgence. L'utilisation de technologies de surveillance doit être conforme au RGPD et à la loi Informatique et Libertés. En Europe, toute utilisation de données à grande échelle nécessite une évaluation d'impact sur la protection des données et des mesures de sécurité adéquates.

Formation et préparation aux scénarios de crise : La formation continue des agents de renseignement privés aux scénarios de crise spécifiques aux grands événements sportifs est essentielle. Cela inclut des exercices de simulation et des séances de briefing régulières pour assurer une préparation optimale.

programmes de formation doivent tenir compte des droits des travailleurs et des normes de sécurité. En droit européen, la directive relative à la sécurité et à la santé des travailleurs au travail établit des normes minimales pour la formation à la sécurité.

Ces stratégies démontrent comment le renseignement privé, grâce à sa flexibilité et sa capacité d'adaptation, peut compléter efficacement les services de renseignement publics dans la gestion des risques liés aux grands événements sportifs. En alliant expertise spécifique, technologies avancées et collaboration étroite avec les autorités publiques, le renseignement privé se révèle être un atout indispensable pour assurer la sécurité et la réussite de ces événements d'envergure internationale. Toutefois, il est essentiel que chaque stratégie soit mise en œuvre en respectant scrupuleusement la réglementation française et européenne, notamment en matière de protection des données, de respect de la vie privée, ainsi que de collaboration entre les secteurs public et privé, tout en conformant aux normes de sécurité et de santé au travail. Cette approche garantit non seulement une efficacité opérationnelle, mais aussi une conformité légale et éthique indispensable dans le contexte des grands événements sportifs internationaux.

2.2.2. Vers un statut particulier?

La sécurité nationale, dans sa lutte contre les actes de malveillance tels que le terrorisme et le sabotage, nécessite l'identification de services vitaux pour le fonctionnement du pays et des opérateurs clés dans ces domaines. Les agences de renseignement ou de recherches privées, jouant un rôle crucial dans la collecte et l'analyse d'informations stratégiques, pourraient être considérées comme des opérateurs d'importance vitale (OIV) au regard de leur contribution à la sécurité et à la stabilité nationales. Cette proposition doit cependant répondre à certaines conditions.

Critères et processus de désignation des OIV :

Conformément à la définition des activités d'importance vitale, les agences de renseignement privées contribuent significativement à des secteurs tels que la communication électronique, l'industrie, et potentiellement aux activités judiciaires en soutien aux fonctions de l'État. Elles fournissent des

services qui, bien que différents des activités traditionnelles d'importance vitale, sont cruciaux pour le maintien de la sécurité de la Nation.

Selon l'article R1332-1 du Code de la défense, ces agences pourraient être qualifiées d'OIV si elles gèrent des installations ou des systèmes critiques pour la Nation, susceptibles d'être ciblés par des actes de malveillance. Leur rôle dans la prévention, la détection et la réaction aux menaces nationales et internationales les positionne comme des candidats potentiels à cette désignation.

La procédure, décrite dans l'article R.1332-3 du Code de la défense, exige une concertation interministérielle et une notification aux opérateurs concernés. Pour les agences de renseignement privées, cette désignation serait effectuée par le ministre coordonnateur du secteur concerné, probablement sous l'égide du Ministre de l'Intérieur ou du Ministre de la Justice.

Implications juridiques de la reconnaissance en tant qu'OIV :

1. Responsabilités accrues : En tant qu'OIV, ces agences seraient soumises à des exigences de sécurité renforcées et à des contrôles réguliers pour garantir la protection de leurs installations et systèmes d'information.
2. Collaboration avec les autorités publiques : Cette désignation impliquerait une collaboration plus étroite avec les autorités gouvernementales, y compris le partage d'informations et la participation à des stratégies nationales de sécurité.
3. Protection et régulation : Les OIV bénéficient d'une attention particulière en termes de protection contre les actes de malveillance, mais sont également soumis à une régulation stricte pour assurer leur conformité avec les standards de sécurité nationale.
4. Confidentialité et transparence : Bien que les détails de leur désignation comme OIV ne soient pas publics, ces agences devraient équilibrer la confidentialité avec une transparence accrue dans leurs opérations pour maintenir la confiance publique.

La reconnaissance des agences de renseignement ou de recherches privées comme OIV renforcerait la résilience nationale face aux menaces de sécurité.

Toutefois, cette démarche nécessite une analyse approfondie des implications juridiques, des responsabilités et des bénéfices potentiels pour assurer une intégration harmonieuse dans le cadre de sécurité nationale existant.

Conclusion

« Éviter le chaos : Le renseignement privé, entre solution et controverse » a mis en exergue le rôle crucial et croissant du renseignement privé dans un monde complexe et interconnecté. Ce rôle est particulièrement pertinent dans la gestion d'événements majeurs tels que les Jeux Olympiques, où le renseignement privé apporte des solutions spécifiques et adaptées aux défis sécuritaires contemporains. L'étude a souligné la complémentarité essentielle entre les renseignements privés et publics, le renseignement privé offrant une flexibilité et une réactivité cruciales, tout en nécessitant une collaboration étroite et équilibrée avec le secteur public.

La nécessité d'une régulation et d'une gouvernance rigoureuses et éthiques dans ce domaine a été fortement soulignée, en réponse aux défis posés par l'application de ces activités. La reconnaissance du potentiel du renseignement privé dans la stratégie de sécurité globale des États, y compris dans les pays à tradition régale forte comme la France, constitue un aspect fondamental de cette analyse. Cette reconnaissance, toutefois, doit s'accompagner de responsabilités accrues, d'une collaboration plus étroite avec les autorités publiques, et d'une adhérence à des normes éthiques et légales strictes.

La seconde partie de l'étude, axée sur le cadre juridique et les stratégies d'application du renseignement privé, a révélé les nuances et les complexités inhérentes à cette sphère d'activité. En l'absence d'un cadre juridique spécifique au renseignement privé en France, les réglementations entourant la recherche privée offrent un prisme utile pour examiner les responsabilités légales et éthiques des prestataires. Les cas, d'Ikea, de Renault ou de l'ex-société Avisa Partners illustrent les conséquences dommageables d'une

mauvaise gestion en renseignement privé, soulignant la nécessité d'une gouvernance et d'une surveillance rigoureuses.

La proposition de reconnaître les agences de renseignement privé comme des opérateurs d'importance vitale est une approche novatrice, qui permettrait une intégration plus harmonieuse dans le cadre de sécurité nationale, tout en impliquant des responsabilités accrues et une régulation spécifique.

En synthèse, le renseignement privé, bien qu'indispensable dans le paysage moderne de la sécurité, nécessite une régulation appropriée, une collaboration transparente entre les secteurs privé et public, et une vigilance constante en matière de gestion des risques et des crises. Cette étude propose une perspective équilibrée, reconnaissant les avantages du renseignement privé tout en restant attentive aux risques et implications qu'il entraîne. Il est essentiel de trouver un équilibre entre les bénéfices et les défis présentés par le renseignement privé, garantissant ainsi son utilisation de manière responsable et éthique pour la sécurité et le bien-être collectif.

Références

- [1] BESSON, BERNARD, ET JEAN-CLAUDE POSSIN. *Du renseignement à l'intelligence économique*. 2e édition. Paris : Dunod, 2001.
- [2] Collectif, HUGUES MOUTOUH et JEROME POIROT. *Dictionnaire du renseignement*. Édition revue et Augmentée. Paris : Tempus Perrin, 2020.
- [3] HOLEINDRE, JEAN-VINCENT, ET BENJAMIN OUDET. *Les études sur le renseignement en France*, no 67 (2018) : 16.
- [4] MAROIS, GUILHEM. *Le contrôle des services de renseignement en France*. Droit. Université de Bordeaux, 2019.
- [5] MOORE, DAVID T. *Critical Thinking and Intelligence Analysis*. Washington D.C : CreateSpace Independent Publishing Platform, 2016.
- [6] WARUSFEL, BERTRAND. « Le renseignement français contemporain : Aspects politiques et juridiques », 2003, 1190.